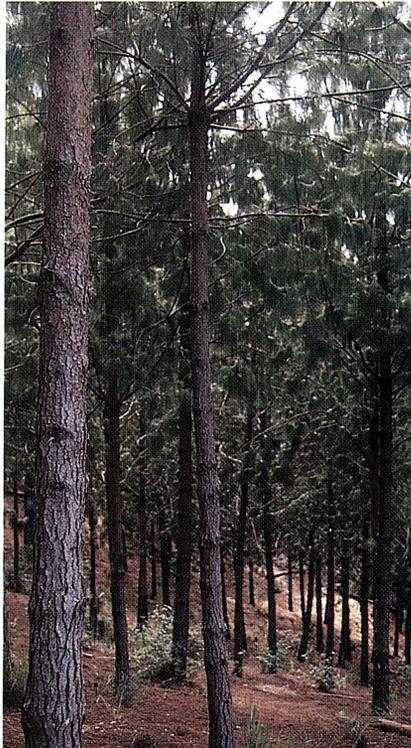


Dossier

L'ARBRE et le BURUNDI

Ces deux mots semblaient autrefois contradictoires car, sur les hautes terres situées entre le bassin du Zaïre et celui du Nil, depuis plusieurs siècles, la densité de la population humaine et celle des arbres a évolué en sens inverse ; si bien que le Burundi, avec son voisin le Rwanda, pouvait prétendre à un double record, celui de la plus forte densité démographique et celui du plus faible taux de boisement d'Afrique. Dans les années 70, la plupart des observateurs pouvaient estimer que cette évolution allait entraîner inexorablement la disparition des derniers arbres et des derniers lambeaux de forêts, ce qui allait très certainement aboutir au tarissement des sources d'altitude, à l'extinction de la faune sauvage, à la disparition d'espèces végétales et à des famines causées par le manque



de bois et l'impossibilité de cuire les aliments. Ceci semblait d'autant plus inévitable que tout avait été tenté pour protéger les dernières forêts, que des efforts importants étaient menés depuis le début du siècle pour développer le reboisement et que, dans ce pays anciennement centralisé, l'Etat avait toujours été fort et autoritaire.

Cependant, la haie de cyprès qui entourait autrefois la forêt d'altitude finissait par disparaître dans des champs de haricots à perte de vue et les arboretums ne constituaient plus que des musées, très visités, mais peu imités.

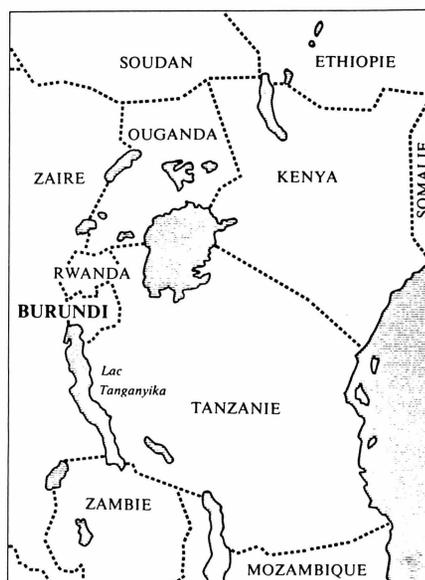
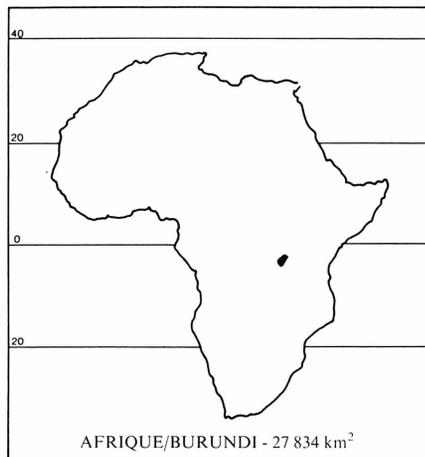
On peut raisonnablement estimer que c'est dans les années 80 que le mouvement de destruction s'est ralenti, puis s'est lentement inversé.

Le prix du bois étant devenu élevé, de nombreux agriculteurs

ont développé leurs petits boisements, jusque-là surtout destinés à subvenir aux besoins familiaux ; en même temps, une large partie de l'opinion a pris conscience de la nécessité de protéger les rares lambeaux de forêt encore existants, en y mettant les grands moyens.

Ce mouvement a pu être accompagné par un appui de la coopération internationale. C'est ainsi qu'une recherche forestière très appliquée a installé plusieurs dizaines de micro-stations pour sélectionner les espèces utilisables dans les principales zones écologiques de ce pays très varié, où peuvent pousser, à quelques kilomètres d'intervalle, le limba, le faidherbia et les cyprès. Des actions de développement efficaces ont été entreprises passant par la dynamisation de l'administration forestière, la création de parcs nationaux, la plantation de quelques dizaines de milliers d'hectares de boisement sur des pâturages dégradés et improductifs, enfin, et surtout, la création d'un réseau très dense de pépinières rurales en utilisant du matériel végétal adapté et performant, parfois associé à des symbiotes, et des techniques rustiques, peu coûteuses mais efficaces.

On peut alors dire que c'est tout un peuple qui s'est mis à



Doc. « Le Burundi » de Jean-Louis ACQUIER.
Collection « Architectures traditionnelles »
(Ed. Parenthèses).

replanter des arbres locaux ou exotiques dans les ravins, sur les sommets rocheux, dans les cultures et dans les pâturages, avec résolution et acharnement.

Entre 1980 et 1990, 50 millions d'arbres ont été mis en place, soit près d'une centaine par famille, sans compter tous ceux qui ont été protégés en forêt ou dont la plantation n'a pas été comptabilisée officiellement.

Certes, tous les problèmes forestiers, agricoles, pastoraux, sociaux... d'un pays comme le Burundi sont loin d'être résolus ; mais, à la vue de tels exemples, on peut penser que oui, ils ont bien raison, ceux qui à Rio ou ailleurs ont dit que, dans bien des cas, l'homme pourrait reconstruire ce qu'il a démoli, à condition qu'il en voie la nécessité, qu'il se trouve dans une dynamique d'espoir et qu'on lui apporte le petit coup de pouce dont il a besoin.

Pour nous tous, administratifs, chercheurs et développeurs, ceci doit être un encouragement et un exemple.

Régis PELTIER, Chef du Programme Agroforesterie au CIRAD-Forêt Ancien chef de la Mission Forestière Crête Zaïre-Nil